

CONVENTION
DE RÉPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES
ENTRE
LA COMMUNE DU ROURET
ET LA COMMUNE DE GRASSE

ENTRE

LA COMMUNE DU ROURET (Alpes Maritimes),
 Représentée par son Maire, Monsieur Gérald LOMBARDO,
 D  ment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal n  2018-067 en date du 13
 septembre 2018,

ET

La COMMUNE de GRASSE
 Représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD
 D  ment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal en date
 du 25 juin 2019 n   2019-116

IL A   TE CONVENU ET ARRET   CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

Les catégories d'élèves pour lesquelles la commune de résidence est tenue de participer aux dépenses de fonctionnement, dans les conditions de la présente convention, sont les suivantes :

- 1)   l  ves des écoles maternelle et élémentaire qui bénéficient, au sein de leur commune de résidence, d'une capacité d'accueil suffisante mais en faveur desquels leur Maire, consulté par celui de la commune d'accueil avant la rentrée scolaire considérée, a donné, par le biais d'un imprimé de dérogation, son accord pour une scolarisation hors de sa commune,
- 2)   l  ves qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, ont déjà débuté leur scolarité maternelle ou élémentaire sur le territoire de la commune d'accueil,
- 3)   l  ves visés par le décret n  83.425 DU 12 Mars 1986, pris pour l'application du 5  me alinéa de l'article 23 de la loi n   83.663 du 22 juillet 1983 modifiée, à savoir : - obligations professionnelles des parents, inscription d'un frère ou d'une s  ur dans un établissement scolaire de la même commune, ou raisons médicales.

ARTICLE 2 :

L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraine automatiquement la non remise en cause de l'enseignement préélémentaire ou élémentaire du cycle 1 (petite section à grande section de maternelle) cycle 2 (CP au CE2) cycle 3 (CM1 à 6  me) entamé ou poursuivi, aussi bien par la commune d'accueil que la commune de résidence.

Dans les situations d'une garde alternée, la contribution sera de 50%, à l'encontre de la commune extérieure.

Lorsque les deux parents résident chacun dans deux communes différentes de celle d'accueil, la contribution sera de 50% pour chacune des deux communes de résidence.

ARTICLE 3 :

Chaque année, le Maire de la Commune d'accueil doit adresser au Maire de la Commune de résidence, la liste des élèves.

La liste récapitulative des élèves concernés fait obligatoirement mention, pour chaque enfant de ses nom, prénom et de la classe fréquentée.

ARTICLE 4 :

Le montant du coût s'élève à 1 544.98 e lorsque la commune du Rouret accueille un élève résidant dans toute autre commune.

Ce tarif s'appliquera à compter du 1^{er} septembre 2018.

Tout trimestre entamé sera dû pour le tiers du montant annuel.

ARTICLE 5 :

Le prélèvement annuel de cette contribution par élève se fera par référence au coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil. Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement, à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires.

ARTICLE 6 :

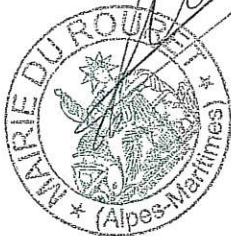
La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes 2018/2019. Elle est conclue pour une durée d'un an.

Cette convention est renouvelable par tacite reconduction au maximum deux fois, soit jusqu'à l'année scolaire 2020/2021 incluse.

Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, et au plus tard fin mars pour l'année scolaire suivante.

Fait à le Rouret, le 25/06/2019

Maire de la Commune de Résidence,
G. LOMBARDO



Maire de la Commune d'Accueil

